

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 09/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORMANDY COATING

Rue Verdier Monetti
76880 Arques-La-Bataille

Références : UDRD-2025-01-T-12
Code AIOT : 0005802394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 dans l'établissement NORMANDY COATING implanté 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2024 au sein de la société NORMANDY COATING dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection. Elle a permis de contrôler le suivi de plusieurs demandes formulées à l'issue de l'inspection précédente concernant notamment l'accès au réservoir de propane, les listes des appareils à pression et les rétentions des parcs à solvants. Cette visite fut également l'occasion pour l'inspection de suivre les avancées de l'entreprise sur sa conformité à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANDY COATING
- 6 Rue Verdier Monetti 76880 Arques-la-Bataille

- Code AIOT : 0005802394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Normandy Coating située à ARQUES-LA-BATAILLE (76880) est une usine de chimie qui opère dans le traitement de surface. Elle s'est spécialisée dans l'enduction de film polyester afin de lui conférer certaines propriétés physiques (hydrolyse, adhérence, imprimabilité, etc). Les films polyester traités sont utilisés dans l'industrie des adhésifs, les étiquettes, les arts graphiques, l'électronique imprimée, le transfert textile, etc.

C'est une entreprise qui compte une cinquantaine de salariés qui se relaient en 3*8, du lundi 5h au vendredi 22h. Si l'entreprise est propriétaire de ses bâtiments depuis leur rachat à la CCI, elle continue de partager le site avec plusieurs autres entreprises (notamment RTT, soumise à autorisation). Le site est situé à proximité d'un étang.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
7	Conformité IED	Lettre du 02/10/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle de l'accès au réservoir	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Rétentions des parcs à solvants	Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 7.6.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/08/2005,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 4.2		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que les demandes formulées lors de la visite précédente ont toutes fait l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant (mise en conformité des rétentions, identification des cuves, actualisation de la liste des équipements ESP, amélioration de la sécurité aux abords de la cuve de propane, etc.). En revanche, concernant les PFAS dans les rejets aqueux des ICPE, l'exploitant n'a pas effectué les 3 analyses de PFAS dans les rejets dans les eaux de surface, l'exploitant s'étant attaché jusqu'alors à effectuer un inventaire dans ses matières premières et ses équipements. Pour rappel, la campagne d'analyse des PFAS devait intervenir entre décembre 2023 et février 2024. Cependant, l'exploitant a transmis un bon de commande pour l'intervention d'un laboratoire. Ainsi, l'inspection formule à l'exploitant deux demandes:

- l'exploitant doit réaliser la campagne d'analyse des PFAS dans les rejets aqueux de l'usine avant mai 2025 au plus tard, après installation d'un point de rejet normé (canal venturi) à la sortie de l'usine. Les résultats devront être téléversés sur la plateforme GIDAF dans le mois suivant leur réception.
- Normandy Coating doit poursuivre son inventaire des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS susceptibles d'être présentes dans ses équipements et dans ses émulseurs pour la défense incendie et mener une réflexion quant à leur substitution (délai : 5 mois)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Du retard a été pris sur le sujet des PFAS mais le sujet a été abordé en 2023 et plusieurs travaux ont débuté :</p>

- Un inventaire des produits utilisés a été réalisé sur la base des fiches de données de sécurité (FDS) des produits. 3 produits contenant des PFAS ont notamment été détectés : un liquide frigorigène (R427A) et deux autres produits de même nature (Deutoron WAX TF 105 et LANCO TF 1788C) utilisés dans le process.

Il s'agit pour ce dernier, d'un produit contenant du PTFE (5%). Un travail de recherche et de développement est actuellement en cours pour tenter de trouver une alternative. Un produit remplaçant a potentiellement été trouvé, lequel est en cours de validation par le client.

- Un inventaire des PFAS contenus directement dans les éléments constitutifs des installations est également en cours (notamment les tuyaux, pompes, fours, compteurs, gaines, joints,...) afin de réfléchir à une alternative lorsque viendra l'heure de leur remplacement s'ils en contiennent.

Il est à noter que Normandy Coating utilise un émulseur filmogène, lequel contient des substances PFAS. Il conviendra donc que l'entreprise réfléchisse à une solution de substitution.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1:

L'entreprise a pu transmettre le jour même et à la demande de l'inspection, la FDS et la fiche technique de l'émulseur incendie présent sur site (Orchidex AFFF 3%). Normandy Coating doit néanmoins finir d'établir la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Pour rappel, la campagne d'analyse des PFAS devait intervenir entre décembre 2023 et février 2024. L'exploitant n'a à ce jour pas effectué les analyses de PFAS au rejet de l'usine dans les eaux de surface.

Notons que les eaux industrielles de lavage de Normandy Coating ne sont pas rejetées, elles sont récupérées et stockées en cuves. Elles sont ensuite collectées en camion-citernes et traitées à

<p>l'extérieur du site en tant que déchets. Le dernier bordereau de suivi de déchets (BSD-20241024-ZNVJ9B7P9) attestant de leur bonne évacuation a été transmis dans la journée par Normandy Coating à la demande de l'inspection.</p> <p>Seules les eaux de refroidissement sont rejetées dans le milieu, elles passent d'abord par un bassin de rétention collectif à la zone d'activité (pour rappel partagé avec d'autres entreprises), puis par un débourbeur/déshuileur et enfin vers la Béthune.</p> <p>L'exploitant indique qu'un canal normé de prélèvement (canal venturi) doit être réalisé préalablement afin de pouvoir engager la campagne de prélèvement.</p> <p>Conscient du retard pris, l'exploitant a transmis par courriel du 16/12/2024, un bon de commande pour la réalisation d'une campagne de 3 analyses mensuelles des PFAS dans les eaux de surface sur le 1er semestre 2025 par un laboratoire accrédité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2:</u></p> <p>Compte tenu des engagements pris par l'exploitant à l'issue de la visite, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade. Néanmoins, l'exploitant devra réaliser la campagne de prélèvement avant mai 2025. Préalablement, il devra équiper le point de rejet de l'usine d'un dispositif de prélèvement normé (canal venturi) pour garantir la fiabilité et la représentativité des prélèvements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Exigences pour le prélèvements

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le précédent canal de prélèvement ayant été cassé lors des travaux effectués sur la zone d'activités, Normandy Coating projette d'en installer un nouveau prochainement. Un canal venturi doit être construit à la sortie du site, situé en amont du bassin de rétention mutualisé.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<u>Demande n°3:</u> L'exploitant devra équiper le point de rejet final usine d'un canal normé de prélèvement avant la fin du mois de février 2025, afin de ne pas retarder la campagne PFAS qui doit débuter en mars.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Contrôle de l'accès au réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès au réservoir
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/10/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2024
Prescription contrôlée : « I. Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables). [...]
Constats : Pour rappel, la société Normandy Coating exploite ses activités au sein de deux bâtiments situés dans la zone industrielle rue Verdier Monetti, zone accueillant par ailleurs plusieurs autres entreprises, dont une classée à autorisation (Regma Transfert Thermique) au titre de la législation des ICPE. L'accès à la zone industrielle se matérialise par un portail d'accès à l'entrée (ouvert en journée, absence de poste de garde), mais chaque entreprise ne fait pas l'objet d'une délimitation propre par une clôture. Au regard des évolutions récentes constatées par l'inspection dans la zone industrielle, notamment l'installation de nouvelles entreprises, il avait été discuté lors de la précédente visite de la nécessité de mieux sécuriser les accès à Normandy Coating, particulièrement concernant les installations de stockage (fluides process) situées en extérieur. Conformément à ce qui avait été prescrit, une clôture a bien été réalisée sur les deux accès menant à ces installations extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/12/2023
Prescription contrôlée : <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis une liste actualisée des équipements sous pression.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétentions des parcs à solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/08/2009, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des parcs à solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/01/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>[...]</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit</p>

<p>recupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Article 25 de l'AMPG du 4/10/2010:</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au regard de ce qui a été constaté en visite, les deux cuvettes de rétention situées à l'extérieur apparaissent visuellement en bon état, une résine résistante à la nature des produits stockés a été récemment enduite au sein des rétentions.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Conformité IED

<p>Référence réglementaire : Lettre du 02/10/2023</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Efficacité énergétique/optimisation eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>MTD 19 : Efficacité énergétique (point 2.9.6 de l'AMPG) une procédure dédiée sera intégrée dans le système de management environnemental (prévu à la MTD 1) pour intégrer la performance énergétique et réduire les consommations du site ;</p> <p>MTD 20 : réduction des consommations d'eau (point 2.9.7 de l'annexe 1 de l'AMPG) engager une démarche d'audit eau afin d'optimiser les consommations d'eau prélevées sur le réseau d'eau potable que sur le forage du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs outils ont été mis en place par Normandy Coating afin de respecter au mieux les niveaux d'émissions associés aux MTD :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un oxydateur thermique (RTO) a été installé en 2022. Le 05/01/2025, Normandy Coating a transmis à l'inspection un rapport de surveillance des émissions atmosphériques (mesurées le 31/10/2024). • Un système de management environnemental a également été mis en place en 2024 : l'exploitant est certifié ISO 14001 depuis le 25 avril 2024. <p>Le courrier du 2 octobre 2023 ayant pour objet la clôture du réexamen au titre de la directive</p>

européenne dite "IED", dans le cadre de la parution des conclusions sur les MTD, soulignait 2 MTD pour lesquelles des non-conformités subsistaient :

MTD 19 : Efficacité énergétique (point 2.9.6 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales - AMPG)

MTD 20 : réduction des consommations d'eau (point 2.9.7 de l'annexe 1 de l'AMPG)

L'entreprise s'est justement engagée dans le cadre d'une politique environnementale interne à :

- optimiser la performance énergétique globale : en mobilisant les moyens et pratiques soutenant l'optimisation de son bilan énergétique et en influençant positivement celui de ses partenaires.
- limiter sa consommation d'eau : en mettant en œuvre diverses initiatives visant à terme à réduire sa consommation d'eau.

Concernant les consommations en eau, un bilan a bien été réalisé par l'entreprise afin de pouvoir déterminer plus précisément ses consommations d'eau par tâche et par semaine. Il apparaît que la consommation moyenne de l'entreprise est d'environ 2318m³ par mois.

Normandy Coating a également établi un "plan d'action global de réduction des consommations d'eau" précisant les actions qui seront prises sur chaque tâche du process de production et sur quelle période. Les premières actions devant débiter dès la première semaine de l'année 2025.

En revanche, bien qu'apparaissant comme un des axes de sa politique environnementale interne, il n'y a pas de procédure formalisée relative à "l'efficacité énergétique" qui doit normalement être intégrée au système de management environnemental.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4: l'exploitant devra formaliser et transmettre la procédure "efficacité énergétique" intégrée au système de management environnemental sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

C. Stockage en « réservoirs aériens »

Les moyens de secours sont au minimum constitués de :

- deux extincteurs à poudre « ABC d'une capacité minimale de 9 kg et, pour les installations stockant plus de 35 tonnes en réservoirs aériens, d'un extincteur à poudre ABC sur roues d'une capacité de 50 kg » ;
 - d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. « Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant ; »
- « Pour les installations déclarées après le 1er janvier 2018, cette capacité est d'au minimum de 60

mètres cubes par heure pendant deux heures.

[...]

- pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé ;

- pour les réservoirs aériens « autres que ceux de GNL » de capacité déclarée supérieure à 35 tonnes, d'un système fixe d'arrosage du réservoir avec un débit minimum de 6 l/m²/min. Un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir.

[...]

Constats :

Concernant les différents moyens de secours à disposition, plusieurs mesures correctives ont été prises par l'exploitant :

- une clôture à bien été mise en place afin de contrôler les accès au réservoir de propane;
- une correction de la dérive des détecteurs de propane au sol (détecteurs Oldham) a été effectuée.

De plus, les pistes de réflexions suivantes discutées lors de la précédente inspection ont été adoptées par l'exploitant et ce afin de renforcer la prévention du risque incendie :

- mise en place de 3 boutons poussoirs de commande à distance de l'arrosage de la cuve de propane;

- mise en place d'un gyrophare intérieur dans le bâtiment et d'un report d'alarme sur les téléphones de la direction.

Enfin, l'exploitant souhaite installer d'autres typologies d'alarmes différenciées au cours du mois de février 2025.

Type de suites proposées : Sans suite